

ACTION URGENTE

BAHREÏN. UNE MILITANTE CONDAMNÉE DE NOUVEAU

Un tribunal pénal a condamné Zainab Al Khawaja, une militante bahreïnite, à quatre mois supplémentaires de prison pour « destruction de biens appartenant à l'État » dans le cadre de deux nouvelles affaires.

Le 27 janvier, **Zainab Al Khawaja**, de nationalités bahreïnite et danoise, a été condamnée à quatre mois supplémentaires de prison par le tribunal pénal de première instance siégeant à Manama, la capitale, pour « destruction de biens appartenant à l'État ». Alors que ni son avocat ni elle n'ont assisté au procès, elle a été condamnée pour avoir déchiré des photographies du roi appartenant au ministère de l'Intérieur les 4 et 6 mai 2012. Une autre affaire la concernant doit être jugée à partir du 5 février. Elle a été inculpée d'« outrage à un policier » parce qu'elle avait défendu verbalement une autre prisonnière qu'un gardien avait insultée et humiliée le 22 juin 2013 au centre de détention pour femmes de Madinat Issa, au sud de Manama, où elles étaient détenues toutes les deux.

Depuis le 27 février 2013, Zainab Al Khawaja a purgé plusieurs courtes peines d'emprisonnement dans le cadre de cinq autres affaires et devait être libérée le 20 février 2014. Les peines prononcées à son encontre par des tribunaux pénaux de première instance sont définitives. En effet, elle n'a pas interjeté appel devant des juridictions supérieures car elle considère que le système judiciaire bahreïnite est contrôlé par le gouvernement. Elle a également refusé de payer une caution pour être libérée. En outre, elle n'a pas souhaité assister aux audiences ni se présenter devant le ministère public. Elle a été informée de la tenue de l'audience du 27 janvier seulement une demi-heure avant et, bien qu'elle ait prévenu son avocat rapidement, celui-ci n'a pas pu y assister.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude quant au fait que Zainab Al Khawaja est une prisonnière d'opinion détenue seulement pour avoir exercé, pourtant pacifiquement, son droit aux libertés d'expression, d'association et de réunion, et appelez les autorités à la libérer immédiatement et sans condition ;
- exhortez-les à annuler ses peines d'emprisonnement, à abandonner l'ensemble des charges pesant sur elle et à annuler toutes les déclarations de culpabilité la concernant ;
- appelez-les à respecter et protéger le droit aux libertés d'expression et de réunion, et à veiller à ce que tous les militants et organisations qui défendent les droits humains puissent mener leur travail à bien sans entrave et sans craindre des actes d'intimidation ou de harcèlement.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 14 MARS 2014 À :

Roi de Bahreïn
 Shaikh Hamad bin 'Issa Al Khalifa
 Office of His Majesty the King
 P.O. Box 555
 Rifa'a Palace, al-Manama, Bahreïn
 Fax : +973 1766 4587 (veuillez insister)
Formule d'appel : Your Majesty, I Sire,
(Votre Majesté, dans le corps du texte
)

Ministre de l'Intérieur
 Shaikh Rashid bin 'Abdullah Al Khalifa
 Ministry of Interior
 P.O. Box 13, al-Manama, Bahreïn
 Fax : +973 1723 2661
 Twitter : @moi_Bahrain
Formule d'appel : Your Excellency, I
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Ministre de la Justice et des Affaires islamiques
 Shaikh Khalid bin Ali bin Abdullah Al Khalifa
 Ministry of Justice and Islamic Affairs
 P.O. Box 450, al-Manama, Bahreïn
 Fax : +973 1753 1284
 Courriel : minister@justice.gov.bh
 Twitter : @Khaled_Bin_Ali

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la huitième mise à jour de l'AU 232/12. Pour en savoir plus : <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE11/020/2013/fr>.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

BAHREÏN. UNE MILITANTE CONDAMNÉE DE NOUVEAU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Zainab Al Khawaja est la fille du militant et prisonnier d'opinion Abdulhadi Al Khawaja. Depuis décembre 2011, elle a été arrêtée et libérée à plusieurs reprises. Sa dernière arrestation remonte au 27 février 2013. Ce jour-là, la cour d'appel avait confirmé une peine d'un mois de prison, prononcée le 10 décembre 2012 par le tribunal pénal de première instance pour « entrée dans une zone à accès restreint » (carrefour Al Farooq, anciennement rond-point de la Perle). Zainab al Khawaja avait déjà purgé huit jours de sa peine avant d'être libérée en attendant son procès en appel. La cour d'appel a ensuite confirmé une peine de deux mois d'emprisonnement infligée à Zainab Al Khawaja pour « destruction de biens appartenant à l'État » après qu'elle a déchiré une photographie du roi de Bahreïn pendant sa détention, en mai 2012. Toutefois, elle a déjà purgé cette peine. Le 28 février 2013, la cour d'appel de Manama a condamné Zainab al Khawaja à trois mois de prison pour « outrage à un policier » dans un hôpital militaire, annulant ainsi la décision d'une juridiction pénale inférieure qui avait prononcé la relaxe le 2 mai 2012. Le 9 mai 2013, la cour d'appel a confirmé une peine de trois mois pour « rassemblement illégal et émeute » : Zainab Al Khawaja avait manifesté seule à Al Aali (nord-est de Manama) le 26 novembre 2011 pour empêcher la police de s'en prendre à des personnes endeuillées par le décès d'un homme qui serait imputable à la police. Le 22 mai 2013, un tribunal pénal de première instance a condamné Zainab Al Khawaja et une autre militante, Masuma Sayyid Sharaf, à trois mois de prison et une caution de 100 dinars bahreïnites (environ 196 euros) pour la première et à six mois de prison et une caution de 200 dinars bahreïnites (environ 393 euros) pour la seconde. Ces deux femmes avaient été déclarées coupables de « rassemblement illégal », d'« incitation à la haine contre le régime » et d'un autre chef concernant l'agression présumée de policiers au moment de leur arrestation, en décembre 2011. Enfin, le 25 juin 2013, Zainab Al Khawaja a été condamnée à deux mois de prison pour « outrage à une policière » pendant sa détention.

Lors de la publication du rapport de la Commission d'enquête indépendante de Bahreïn, en novembre 2011, le gouvernement bahreïnite s'est engagé publiquement à mettre en œuvre les recommandations qui y étaient formulées. Ce rapport faisait état de la réaction des pouvoirs publics aux manifestations de grande ampleur et rassemblait des informations sur les atteintes aux droits humains généralisées qui avaient eu lieu en 2011. Entre autres recommandations essentielles, il demandait aux autorités d'amener les responsables présumés de violations des droits humains – actes de torture et recours à une force excessive, notamment – à rendre des comptes, et de mener des enquêtes indépendantes sur les allégations de torture.

Néanmoins, plus de deux ans après, le gouvernement n'a pas appliqué les recommandations principales du rapport. Les prisonniers d'opinion, dont plusieurs ont été arrêtés pendant les manifestations, demeurent derrière les barreaux, le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion continue d'être réprimé, et d'autres personnes ont été placées en détention simplement pour avoir exprimé leurs opinions sur Twitter ou lors de défilés pacifiques. La création de la Commission et le rapport de cet organe étaient considérés comme une initiative sans précédent, mais le gouvernement a anéanti tout espoir de réformes significatives en refusant de mettre en œuvre des recommandations essentielles en matière de redevabilité, notamment en omettant de lancer des investigations indépendantes, efficaces et transparentes sur les allégations de torture et d'autres mauvais traitements et de recours excessif à la force, et de poursuivre en justice toutes les personnes ayant donné l'ordre de commettre des atteintes aux droits humains. Pour plus d'informations, voir le document intitulé *Reform shelved, repression unleashed* (MDE 11/062/2012, novembre 2012, <http://amnesty.org/en/library/info/MDE11/062/2012/en>).

Le 28 juillet 2013, le Parlement bahreïnite s'est réuni en session extraordinaire et a soumis 22 recommandations au Cheikh Hamad Bin Issa Al Khalifa, le roi de Bahreïn, conseillant le durcissement des sanctions prévues par la Loi antiterroriste de 2006. Quelques jours plus tard, le roi a émis plusieurs décrets restreignant davantage la liberté d'expression, notamment en interdisant pour une durée indéterminée toute manifestation, tout sit-in et tout rassemblement public à Manama et en accordant aux forces de sécurité de nouveaux pouvoirs très étendus. Le 9 septembre 2013, 47 États ont signé une déclaration commune devant le Comité des droits de l'homme (Nations unies), dans laquelle ils exprimaient leurs inquiétudes quant aux atteintes aux droits humains qui perdurent à Bahreïn.

Nom : Zainab Al Khawaja

Femme

Action complémentaire sur l'AU 232/12, MDE 11/007/2014, 31 janvier 2014